

---

## L'identification de « frères ennemis » dans la culture cégétiste des « années 68 »

Nathalie Ponsard

---

**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/siecles/344>

ISSN : 2275-2129

**Éditeur**

Centre d'Histoire "Espaces et Cultures"

**Édition imprimée**

Date de publication : 1 juin 2010

Pagination : 69-79

ISBN : 978-2-84516-562-5

ISSN : 1266-6726

**Référence électronique**

Nathalie Ponsard, « L'identification de « frères ennemis » dans la culture cégétiste des « années 68 » », *Siècles* [En ligne], 31 | 2010, mis en ligne le 05 février 2013, consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/siecles/344>

---

Nathalie PONSARD

Maître de conférences en histoire contemporaine  
Centre d'Histoire « Espaces et Cultures », Clermont Université,  
Université Blaise-Pascal, EA 1001

## L'IDENTIFICATION DE « FRÈRES ENNEMIS » DANS LA CULTURE CÉGÉTISTE DES « ANNÉES 68 »

Sur le temps long du xx<sup>e</sup> siècle, l'histoire syndicale en France est marquée par des contradictions : d'un côté l'appel à l'unité, de l'autre l'affirmation d'une pluralité ; ou encore, d'un côté la référence à la Charte d'Amiens de 1906 prônant l'indépendance du syndical par rapport au politique et de l'autre la présence, dicible ou indicible, du politique dans les positions des organisations syndicales. Au cours des « années 1968 », la CGT, confrontée à des rivalités politico-syndicales, réactive dans un réflexe identitaire des processus d'identification de « frères ennemis ». Encore faut-il s'entendre sur cette expression : en effet, si la notion d'« ennemi » est fréquemment utilisée dans le langage cégétiste en période conflictuelle, elle prend davantage la forme d'« ennemi de classe » désignant ainsi l'ennemi principal – le capitalisme et le patronat –, abondamment représenté dans les pages de *La Vie ouvrière*. Par son caractère paradoxal, la notion de « frère ennemi », absente du lexique cégétiste et cédétiste, convient pourtant bien à l'analyse des rapports conflictuels politico-syndicaux. Le terme « frères »

1. Andrée ANDRIEUX et Jean LIGNON, *Le militant syndicaliste d'aujourd'hui*, Paris, 1973.

2. « Ensemble de perceptions, d'images, de mythes, d'idéologies reliées dans des proportions changeantes et des hiérarchies changeantes » : Pierre LABORIE, « Histoire politique et histoire des représentations mentales » dans Denis PESCHANSKI, Michael POLLAK, Henry ROUSSO (dir.), *Histoire politique et sciences sociales*, Paris, 1991.

renvoie en effet à la commune appartenance au mouvement ouvrier engagé dans un combat anticapitaliste. Le terme « ennemi », quant à lui, rappelle que le mouvement ouvrier recourt volontiers au langage guerrier à travers des mots tels que « lutte » ou « combat ». Le militant lui-même n'est-il pas « celui qui défend sa position contre un adversaire ou cherche à s'emparer de la position de l'adversaire<sup>1</sup> » ? Ainsi, l'existence de militantismes concurrents suppose des affrontements verbaux, durs, sinon calomnieux et caricaturaux en période de crise : le « frère » combattant de la période d'unité d'action se voit alors défiguré en « ennemi ».

Pour autant, réfléchir à l'identification des « frères ennemis », cédétistes et gauchistes, dans la culture cégétiste, pose plusieurs problèmes. Le terme renvoie en effet à deux réalités différentes : la représentation des gauchistes, fortement stéréotypée, semble figée ; celle des cédétistes est soumise aux fluctuations de la ligne confédérale. Dans le cadre de cet article, il s'agira de revisiter les relations intersyndicales mouvementées entre la CGT et la CFDT ainsi que les relations entre la CGT et l'extrême gauche en accordant une grande importance aux mots désignant et identifiant le « frère ennemi » et en tâchant de comprendre comment la fabrication des stéréotypes circule entre l'échelle confédérale et les militants de base. Pour cela, nous avons relu des discours et mémoires de dirigeants cégétistes – Benoit Frachon, Georges Séguy et Henri Krasucki – mais aussi des témoignages de militants cégétistes et cédétistes dans lesquels nous avons cherché les traces de représentations<sup>2</sup> de l'Autre, le « frère ennemi ». Et surtout, nous avons pu, grâce aux archives de l'Institut d'histoire sociale de la CGT, d'une part saisir à travers des comptes rendus comment des responsables cégétistes percevaient l'évolution de la CFDT vers la CFDT au fil de ses congrès, et d'autre part comprendre la mise en œuvre des processus d'identification des militants gauchistes.

Ainsi, nous espérons répondre aux questions suivantes : quand, pourquoi et comment les processus d'identification des « frères ennemis » sont-ils réactivés, et comment les représentations stéréotypées de l'Autre sont-elles soit dépassées, soit renforcées ?

## La mémoire dans le processus d'identification des « frères ennemis »

D'une grande visibilité au cœur de la tourmente contestataire de Mai 68, le processus d'identification des « frères ennemis » au sein de la CGT plonge ses racines dans le passé. Si, pendant l'entre-deux-guerres, à l'échelle confédérale, circule la désignation léniniste du gauchisme comme « la maladie infantile du communisme », à la base, la figure gauchiste semble aussi s'élaborer. À travers leurs autobiographies, des militants CGTU / CGT<sup>3</sup> mentionnent dans les années 1930 la présence au sein de leurs entreprises « des agents provocateurs » (anarchistes et trotskistes) accusés de « saborder » les grandes grèves, de « pourchasser » et de « déconsidérer » les militants cégétistes qui « parlent du grand soir », mais refusent de faire la « révolution ».

Trente ans plus tard, dans un discours prononcé le 19 mai 1965 lors de la séance solennelle du 35<sup>e</sup> congrès national et à l'occasion du 70<sup>e</sup> anniversaire de la CGT<sup>4</sup>, Benoît Frachon, son secrétaire général, remet à nouveau en cause l'anarcho-syndicalisme tant par son absence d'analyse du mouvement ouvrier dissimulée par « un verbiage, une phraséologie pseudo-révolutionnaire tenant lieu de doctrine » que par sa stratégie, « la grève révolutionnaire » menée par « une minorité agissante », alors que la CGT se veut un syndicat de masse, unique représentant de la classe ouvrière. Déjà, dans un article intitulé *Souvenir de militant* paru dans *L'Humanité* du 20 avril 1956, Frachon évoquait la situation du PCF dans les années 1920 à Lyon : « Il y avait un noyau d'éléments trotskistes très remuants qui empoisonnaient l'atmosphère du parti [...]. Il fallait assainir l'atmosphère, détourner le parti de ces éléments qui lui étaient étrangers<sup>5</sup>. » La mise en œuvre d'un processus d'identification de l'ennemi passe donc par l'analyse de la pensée de l'Autre pour mieux le combattre dans cette phase de bolchévisation du parti communiste et d'affirmation identitaire de la CGTU née de la scission de 1922. C'est ainsi que Frachon prône la formation théorique par l'école du soir et explique comment lui aussi a dû « se pencher sur les textes, sur les livres, étudier ce que représentaient les thèses de Trotsky

3. Jean PENNEFF, « Auto-biographie de militants ouvriers », *Revue française de science politique*, n° 1, 1979.

4. Benoît FRACHON, *Au rythme des jours*, t. 2, 1955-1967, Paris, 1968, p. 469-477.

5. B. FRACHON, *Au rythme [...]*, p. 101.

6. *Ibid.*

7. Aile gauche de la CFTC, portée par Paul Vignaux, se caractérisant par le refus de l'idéologie de la démocratie chrétienne et le projet de planification démocratique.

8. B. FRACHON, *Au rythme [...]*, extrait du discours au congrès de l'UD CGT du Nord, 14 déc. 1958, p. 242.

sur la révolution permanente, potasser et assimiler les thèses sur la possibilité de la victoire du socialisme dans un seul pays<sup>6</sup> ».

Si la persistance d'une « dérive » gauchiste est une thématique récurrente dans la culture cégétiste, au contraire, la complexité du processus d'identification du « frère ennemi » cédétiste tient à la mouvance de son identité. Malgré l'engagement de la CFTC dans la Résistance, puis dans les années 1950 la présence du courant *Reconstruction*<sup>7</sup> au sein de la centrale syndicale, la CGT, à travers les prises de position de Benoît Frachon, persiste à porter un regard critique sur la CFTC et à l'assimiler à un « frère ennemi ». La distinction est d'ordre idéologique : la référence à la morale chrétienne s'oppose d'autant plus à « l'esprit de la lutte des classes » que le soutien de la hiérarchie catholique au syndicalisme chrétien a eu « pour but de soustraire les travailleurs à l'influence jugée néfaste des idées socialistes ». Mais elle est aussi d'ordre stratégique : après 1947, dans le contexte de la guerre froide, la collaboration de classe au sommet avec les « partis politiques gouvernementaux » est combattue. Ainsi, la proximité de la CFTC avec « l'ennemi de classe » participe de la construction de la figure du « frère ennemi » d'autant plus que la CFTC, en freinant le processus d'unité du mouvement syndical porté par la CGT à la Libération, a mis de côté « l'opposition fondamentale entre exploiters et exploités » au profit de « différences secondaires d'idéologie ou de religion<sup>8</sup> ». Jusqu'au milieu des années 1960, au-delà des mutations idéologiques et des temps d'actions communes à la base, des représentations des « frères ennemis » perdurent et se fixent dans l'imaginaire politico-syndical des militants. Aux yeux des militants cédétistes, la CGT est inféodée au Parti communiste, tandis qu'aux yeux des militants cégétistes, la CFTC est compromise par sa proximité avec l'Église catholique et sa stratégie de collaboration de classe. Pourtant, en 1966, un accord d'unité d'action est signé : comment les attitudes de stigmatisation de l'ennemi peuvent-elles alors être dépassées ?

## **Des attitudes de stigmatisation des « frères ennemis » cédétistes dépassées dans les moments d'unité d'action**

Dans le contexte politico-social renouvelé du début des années 1960 – l'affirmation du pouvoir gaulliste, l'incapacité patronale à répondre aux revendications et tentatives de négociation, la combativité des militants CFTC dans l'engagement contre la guerre d'Algérie ou dans la grève des mineurs de 1963, par exemple –, la déconfessionnalisation de 1964 a joué un rôle dans le rapprochement des deux centrales. À l'échelle confédérale, dans l'optique d'une stratégie d'unité d'action contre la collusion des pouvoirs patronal et gouvernemental, l'analyse cégétiste du congrès extraordinaire de la CFTC des 6 et 7 novembre 1964 souligne les mutations du syndicalisme chrétien<sup>9</sup>. L'abandon de toute motivation religieuse (« toute idéologie extérieure à la classe ouvrière »), la référence à l'homme et à la démocratie, la renonciation à la notion de propriété privée peuvent contribuer à un rapprochement. Ainsi, en opérant cette mue, le « frère ennemi » devient un acteur à part entière du mouvement ouvrier même si la CGT lui reproche encore de persister dans son combat contre « l'idéologie marxiste »<sup>10</sup>.

La rupture de 1964 peut donc être considérée comme une première étape vers l'accord d'unité d'action de 1966<sup>11</sup> qui dénote de part et d'autre la volonté de privilégier les convergences sur les divergences. Ainsi, dans les colonnes de *La Vie ouvrière*, assiste-t-on à une floraison de banderoles « Unité d'action CGT / CFDT » illustrant les luttes communes de 1967 contre le pouvoir gaulliste. Pour autant, est-ce la fin des « frères ennemis » ?

Face à l'atténuation des critiques du côté cégétiste, fleurissent des voix dissonantes sur l'accord d'unité d'action au sein de la CFDT, perceptibles dans le compte rendu cégétiste du 34<sup>e</sup> congrès de la CFDT<sup>12</sup>. Les images stéréotypées sur les militants cégétistes persistent. Le reproche de l'allégeance au PCF est récurrent comme le souligne cette virulente intervention : « Il faut peser sur la CGT pour qu'elle accepte de remettre en question son allégeance avec le PCF et il est anormal

9. Arch. de l'Institut d'histoire sociale (désormais « IHS ») de la CGT, Carton Secrétariat général (désormais « S. G. ») CFDT, dossier congrès CFDT nov. 1965, note de synthèse rédigée par André Moine.

10. Arch. de l'IHS de la CGT, Carton S. G. CFDT, *Bulletin d'information du bureau confédéral de la CGT* du 24 nov. 1964.

11. L'accord du 10 janvier 1966 est une plate-forme revendicative comprenant une action privilégiée pour les catégories défavorisées, l'amélioration des conditions de vie et de travail des salariés (réduction de la durée du travail et abaissement de l'âge de la retraite) et la réforme des structures (création d'entreprises publiques, réforme foncière, réforme fiscale).

12. Arch. de l'IHS de la CGT, Carton S. G. CFDT, dossier rédigé par Jean-Claude Poulain.

13. *Ibid.*, intervention de M. Amiral (métallurgie), Lyon.

14. *Ibid.*, Forget (métallurgie de Nantes).

15. *Ibid.*, Ruchard, UD CFDT de Vendée.

16. *Ibid.*, Robert Coste, UD CFDT du Gard.

17. Arch. de l'IHS de la CGT, Carton S. G. CFDT, « À propos de l'unité d'action », *Formation*, n° 68, mai-juin 1966.

que l'on discute en fait avec le PCF par personne interposée... Que la CGT effectue sa déconfectionnalisation<sup>13</sup> ! » Sont rappelés avec force le sectarisme et la tentation hégémonique de la centrale syndicale ainsi que les difficultés de pratiques intersyndicales à la base. Enfin, le risque de l'effacement identitaire provoque des discours de résistance de la part de certains militants cégétistes : « Quand on fait l'unité d'action avec la CGT il faut être du même sexe. Il faut avoir la même virilité<sup>14</sup> ! » ; « Plus nous travaillons avec la CGT, plus il faut affirmer la personnalité de la CFDT<sup>15</sup> » pour éviter que les travailleurs puissent dire « la CGT et la CFDT, c'est la même chose<sup>16</sup> ». Face à ces critiques récurrentes, Eugène Descamps se voit obligé de défendre le bilan « positif » de l'unité d'action considérée comme une « excellente école de formation », de découverte de l'Autre – « Nous avons appris à mieux connaître ce qu'est la CGT ; ses conceptions, ses liens politiques » – et de soi – « et surtout ce que nous étions, nous, la CFDT ». Cet état d'esprit critique conduit également la CFDT à consacrer un numéro de *Formation*, revue militante à destination de la base, à ce thème<sup>17</sup>. Ce dialogue, non dénué de critiques, semble pourtant interrompu par l'épisode de Mai-Juin 68 qui réactive le processus de stigmatisation des « frères ennemis ».

### **L'exacerbation des processus de stigmatisation autour de mai-juin 68**

La tourmente contestataire de Mai-Juin 68 provoque certes de grandes manifestations intersyndicales à Paris et en province sans pour autant masquer une radicalisation des positions et des identités concurrentes. Identifier l'ennemi gauchiste, pour le vaincre ou tout au moins l'amoindrir, devient vital pour la CGT. On connaît bien, à travers les discours et les écrits des dirigeants cégétistes, les tracts, les articles de *La Vie ouvrière*, la circulation des représentations stéréotypées, le plus souvent fondées sur l'usage de la calomnie. Ainsi, dans la construction de la figure gauchiste domine l'image de l'irresponsable recourant à la violence, du « saboteur du mouvement syndical », souvent même accusé d'être à la solde de la police et du pouvoir gaulliste.

Vaincre le « frère ennemi », c'est dénier son rôle dans le mouvement ouvrier ou l'accuser d'accaparer le rôle de fer de lance révolutionnaire dévolu à la CGT depuis sa naissance. Dans ce jeu de miroirs déformants, les gauchistes, quant à eux, accusent la CGT de « trahir la Révolution » et de « freiner les ardeurs révolutionnaires de la classe ouvrière ». Dès l'été 1968, des militants cégétistes déplorent que les gauchistes les considèrent comme des ennemis (« pour les gauchistes, l'ennemi c'est le PCF et la CGT<sup>18</sup> »). Les affrontements verbaux s'accompagnent de bagarres devant les usines pour entraver la circulation de tracts gauchistes susceptibles de détourner de jeunes travailleurs. Dès le mois d'août, une vaste enquête est lancée par Léon Mauvais (secrétaire de la CGT de 1953 à 1975 et membre du Bureau politique du PCF de 1945 à 1964) dans le cadre du suivi des activités gauchistes<sup>19</sup>. Il appelle à une bataille idéologique systématique et à la prise de mesures efficaces pour « placer leurs protagonistes dans l'impossibilité d'accomplir leur vile besogne que ce soit lors des réunions de la rentrée ou au cours des assemblées générales et congrès de syndicats ». Les secrétaires des fédérations sont donc invités à signaler la présence de groupes trotskistes. Par exemple, l'union départementale de l'Isère indique que ces derniers ont tenté de prendre contact avec le comité de grève dans certaines grandes entreprises, ont voulu distribuer des tracts et *La Voix ouvrière*, mais qu'ils ont été repoussés par les travailleurs<sup>20</sup>. *A contrario*, et même s'ils sont minoritaires, des militants cégétistes dénoncent la politique de la centrale<sup>21</sup>. Ils s'indignent du rejet de la jonction entre travailleurs et étudiants ainsi que du refus d'appeler à la grève générale et critiquent la faiblesse des acquis des négociations de Grenelle. Ils dénoncent aussi la responsabilité des organisations ouvrières dans l'interdiction des organisations d'extrême gauche et exigent même la tenue d'un congrès extraordinaire dès le mois de juillet 1968 : à lire ces propos acerbes, l'ennemi ne serait-il pas entré au sein du syndicat CGT ?

La crainte de la diffusion des idées gauchistes au sein même des syndicats CGT doit être forte car la confédération continue, au début des années 1970, à vouloir canaliser le phénomène « gauchiste ». Dans un premier temps, en interne, elle se livre à un travail d'identification des

18. Arch. de l'IHS de la CGT, Fonds mai-juin 68, 42 CFD 39, « La vie de la Haute-Marne », *L'Humanité Dimanche* n° 177, 21 juil. 1968. Marius Cartier, secrétaire fédéral, s'y livre à une attaque des prochinois de Saint-Dizier.

19. *Ibid.*, 42 CFD 41, Enquête générale lancée par Léon Mauvais le 19 août 1968.

20. *Ibid.*, Lettre de P. Lami, secrétaire général de l'UD des syndicats confédérés de 21. *Ibid.*, Fonds mai-juin 68, 42 CFD 49.



22. *Ibid.*, Fonds mai-juin 68, 42 CFD 39, *Le Guide du militant de la métallurgie CGT*, n° 67, sept. 1971.

23. *Ibid.*, interview d'un militant cégétiste de Normacem-Buire dans *L'Humanité Dimanche du Rhône*, n° 187, 29 sept. 1970 : « Le pouvoir, le patronat, les gauchistes dans un verbiage différent veulent précisément entamer la confiance des travailleurs dans leur force organisée. Ils sont tous les ennemis des travailleurs et nous poursuivons notre combat contre eux. »

différents groupuscules d'extrême gauche en constituant des dossiers qui, fondés sur des articles de presse, précisent leur histoire, leur idéologie et leur stratégie. Dans un second temps, elle constitue un dossier de vulgarisation destiné aux militants<sup>22</sup>, dont les trois parties – Qui sont-ils ? Pourquoi agissent-ils ainsi ? Notre attitude ? – préfigurent la riposte. Les différences idéologiques sont alors gommées au profit d'une représentation caricaturale du gauchisme. Celui-ci est caractérisé en effet comme véhiculant de « vieilles idées » selon lesquelles les « minorités agissantes », recourant à la violence, suffisent pour organiser le « grand soir » et « la grève générale » sans faire appel aux « appareils » syndicaux discrédités par l'emprise communiste. Il est porté par de « jeunes intellectuels » appartenant aux classes moyennes, coupés de la production industrielle et commerciale. Certes, ils manient fort bien « joutes verbales » et « arguments », mais leur dénonciation du capitalisme, « morale et sentimentale », les conduit à « sous-estimer l'adversaire réel : le pouvoir capitaliste actuel ». « Phénomène d'impatience et de sous-expérience », le gauchisme est en outre animé par l'« esprit de fraction », soutenu par de « riches publications » se livrant à de virulentes attaques anticomunistes, et par la presse bourgeoise ; son recrutement est suspect car il émane de milieux asociaux et même criminels (les Katangais) tandis que les groupes sont infiltrés de policiers. Ainsi, à l'aide de cette description, les militants sont-ils sommés de « mesurer l'entrisme », c'est-à-dire l'infiltration de l'ennemi dans leurs rangs. À l'orée des années 1970, l'identification s'accompagne d'une radicalisation du discours contre les gauchistes devenus, aux côtés du pouvoir et du patronat, « les ennemis des travailleurs<sup>23</sup> ». Le « frère ennemi » est donc par amalgame assimilé à « l'ennemi de classe ».

C'est aussi à travers le prisme de la remise en cause (à la fois externe et interne) subie par la CGT qu'il faut lire la détérioration des relations avec la CFDT. Mai-Juin 68 est en effet un moment de distanciation et de réactivation de l'image du « frère ennemi » découlant des prises de position différentes dans cette situation exceptionnelle. Certes, le 11 mai, Eugène Descamps se rallie à l'idée de la grève pour le 13 mai. Cependant, dès le 16 mai, la CFDT réaffirme un processus identitaire à travers le

communiqué confédéral élaboré par Albert Destraz. Elle se dit proche du mouvement étudiant par la remise en cause des « structures sclérosantes de la société », par « l'exigence de liberté dans les entreprises et les universités ancrée dans l'autogestion ». Le fossé se creuse entre les deux centrales sur des questions cruciales : l'autogestion, les revendications dans le cadre des négociations de Grenelle, et surtout la solution politique. En effet, le meeting de Charléty du 27 mai 1968 a été perçu par la CGT comme un rassemblement anti-cégétiste, d'autant plus qu'André Barjonet, chef du service économique qui vient de démissionner de la CGT, est entré au PSU<sup>24</sup>. En outre, le 29 mai, deux appels politiques opposés ont lieu. Le PCF relance le mot d'ordre de « gouvernement populaire et d'union démocratique ». Contre ce projet, la CFDT lance un appel à Pierre Mendès-France (décidé par Eugène Descamps et André Jeanson) pour la défense des libertés individuelles et démocratiques et la mise en œuvre de profondes réformes de structure.

Sur le fond, dès l'été 1968, la lecture cégétiste de mai-juin 68, en gestation, forge l'image d'une CFDT d'autant plus « aventurière et irresponsable » dans son utopie révolutionnaire qu'elle a été proche des groupuscules gauchistes. Fixée par les discours des dirigeants cégétistes circulant dans *La Vie ouvrière* et réactivée à la fois par les Mémoires des dirigeants (B. Frachon et G. Séguy<sup>25</sup>) et les documents audiovisuels produits par la CGT<sup>26</sup>, elle laisse des traces dans la mémoire des militants de base n'hésitant pas à parler de « guerre » menée contre eux. À la base pourtant, dans certaines grandes entreprises où des pratiques intersyndicales existaient dès 1967, au-delà de la figure des frères ennemis, des tracts CGT-CFDT révèlent des processus d'hybridation. Par exemple, le mouvement intersyndical chez Michelin relaie certes des revendications quantitatives cégétistes axées sur le pouvoir d'achat mais aussi des revendications qualitatives sur la reconnaissance de la section syndicale tandis que la suppression des « ordonnances anti-sécurité sociale » est de nouveau exigée. Il aboutit par ailleurs à la signature d'un protocole d'accord, le 8 juin 1968, entre la direction de Michelin et les syndicats CGT et CFDT. Enfin, il soulève la question des décalages entre les positions confédérales et les stratégies locales.

24. André BARJONET, *La révolution trahie de 1968*, Paris, 1968.

25. B. FRACHON, *Au rythme [...]* ; Georges SÉGUY, *Le Mai de la CGT*, Paris, 1972.

26. René VAUTIER et Soazig CHAPDELAINE, *CGT Mai 68*, Centre confédéral d'éducation ouvrière et de l'Institut d'histoire sociale ; Paul SEBAN, *La CGT en mai 1968*, 1H 35, 1969 ; P. SEBAN, *Traces de Mai*, 1997. Lire à ce sujet Christian DELPORTE *et al.*, *Images et sons de mai 68 (1968-2008)*, Paris, 2011.

27. « Les rapports CFDT-CGT », *CFDT Aujourd'hui*, n° 17, janv.-fév. 1976.

28. Michel SCHIFFRES, *La CFDT des militants*, Paris, 1977.

29. *Ibid.*, p. 130.

30. *Ibid.*

31. *Ibid.* : « Dans la stratégie idéologique du parti communiste et de la CGT, on peut diffamer, insulter, traîner dans la boue l'adversaire que l'on nomme les "ennemis de classe", les alliés d'hier compris, sans qu'une réaction ne soit admise ou tolérée car il s'agit du "débat démocratique". »

Au-delà des affrontements verbaux de 1969-1970, la décennie 1970 s'ouvre en offrant une autre configuration. Elle est certes conflictuelle, marquée par une succession d'accords et de désaccords liés à la question du soutien au programme commun ou par des différences de stratégies et de vision de la société. Mais elle donne également lieu à des débats approfondis sur des questions de fond : le rôle des revendications, la question des méthodes d'action et la vision du socialisme<sup>27</sup>. À l'orée des années 1980 perdurent des constructions de l'image de l'Autre tout à fait remarquables dans l'enquête menée auprès de militants cédétistes par le journaliste Michel Schiffres<sup>28</sup>. D'une part, ces derniers portent un regard critique sur la construction par les militants cégétistes d'une succession de « figures cédétistes caricaturales » : en 1964, « le calotin qui virait sa cuti » ; en 1968, « un aventurier anarchiste » ; en 1970, un « partisan acharné du socialisme et de la lutte des classes<sup>29</sup> » et, à partir de 1977, moment du recentrage, il est de nouveau un adepte du réformisme comme dans les années cinquante. D'autre part, ils perpétuent une image immuable de la CGT : celle d'une centrale syndicale liée au PCF et non démocratique puisque les mots d'ordre viennent d'en haut sans consultation de la base. Ils rejettent fortement sa prétention à être la seule organisation ouvrière capable de guider la classe ouvrière. Ils l'accusent de freiner tout mouvement spontané<sup>30</sup>. Ils dénoncent les formes d'identification de l'ennemi utilisées par la CGT : les attaques verbales « violentes », « mensongères », « injures et calomnies » visant des individus pour mieux porter atteinte au syndicat<sup>31</sup>.

La notion de « frère ennemi » permet d'appréhender l'histoire des accords et désaccords du monde syndical pluraliste de la deuxième moitié du xx<sup>e</sup> siècle, marqué par la culture du conflit verbal, et surtout de comprendre l'opposition grandissante entre la CGT et l'extrême gauche. Pour cerner au mieux cette notion, il convient à la fois de repérer la mise en œuvre du processus d'identification du « frère ennemi » de la part des instances dirigeantes et de retrouver les traces de circulation des représentations de cet « Autre ». En suivant cette approche, nous avons ainsi montré que la CGT a mis en œuvre des processus d'identification de « frères ennemis » dont les usages varient. Tantôt ils servent à comprendre et

à suivre leurs cheminements idéologiques et stratégiques, et à moyen terme ils construisent un socle d'éléments de convergence utile aux démarches constructives d'unité d'action avec la CFDT. Tantôt, dans des moments de tensions et de déstabilisation tels que Mai-Juin 68, ils participent de la réaffirmation identitaire, selon un processus d'accentuation des divergences conduisant alors à la caricature de l'adversaire et débouchant même sur l'exclusion du frère ennemi « gauchiste » par exemple.

Parallèlement à ces processus, auréolant l'indicible notion de « frère ennemi », des représentations stéréotypées circulent dans la presse syndicaliste et irriguent l'imaginaire politico-syndical des militants. Cependant, elles peuvent être confortées ou niées par des pratiques intersyndicales locales au quotidien, et même être dépassées au gré des relations intersyndicales confédérales. Elles ne traduisent qu'imparfaitement les paysages idéologiques à un moment donné parce que le monde syndical, pluriel à l'intérieur de chaque centrale, admet des décalages d'interprétation et de vision entre la base, les unions départementales et la confédération, et des différences de position entre fédérations. Autrement dit, entre la mise en œuvre des processus d'identification et la réception de ces images stéréotypées en milieu militant, s'insinue la mémoire pesante des conflits antérieurs (et des scissions – si notre propos s'était élargi à Force ouvrière) qu'il conviendrait d'interroger plus longuement. En dernier lieu, l'absence de représentations iconographiques – dessins de presse et caricatures – interpelle : comment caricaturer le « frère ennemi » par rapport à « l'ennemi de classe » sans compromettre toute action commune à moyen terme, tant est fort l'impact de l'image ?